



# Le Quotidien

## Statistique Canada

**Le jeudi 6 février 2003**

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

---

### COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

---

- **Permis de bâtir, année 2002 et décembre 2002** 2  
 Les municipalités ont délivré pour 45,9 milliards de dollars en permis de bâtir en 2002, dépassant ainsi le sommet annuel précédent de 40,0 milliards de dollars enregistré en 1989. La forte demande de nouveaux logements dans tout le pays a été à l'origine des résultats exceptionnels de cette année. Les intentions de construction non résidentielle, en raison de leur inertie en début d'année, ont été inférieures au niveau de 2001.

---

### AUTRES COMMUNIQUÉS

---

Indice de l'offre d'emploi, janvier 2003	7
Mariages, 1999	7
Acier en formes primaires, données hebdomadaires, semaine se terminant le 1er février 2003	8
Ciment, décembre 2002	8
Statistiques relatives aux mouvements d'aéronefs: petits aéroports, juillet 2002	9

---

### NOUVEAUX PRODUITS 10

---



## COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

### Permis de bâtir

Année 2002 (données provisoires) et décembre 2002

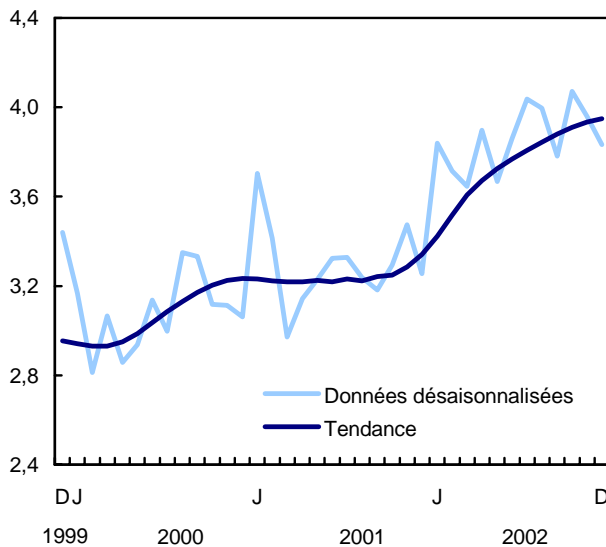
Les municipalités ont délivré pour 45,9 milliards de dollars en permis de bâtir en 2002, dépassant ainsi le sommet annuel précédent de 40,0 milliards de dollars enregistré en 1989. La forte demande de nouveaux logements dans tout le pays a été à l'origine des résultats exceptionnels de cette année. Les intentions de construction non résidentielle, en raison de leur inertie en début d'année, ont été inférieures au niveau de 2001.

Le total annuel de 45,9 milliards de dollars (données provisoires) de 2002 a représenté une hausse de 16,0 % par rapport à 2001 et une septième augmentation annuelle consécutive des intentions de construction dans l'ensemble.

La valeur des permis de construction résidentielle s'est établie à 29,0 milliards de dollars en 2002, soit 32,1 % de plus qu'en 2001, grâce aux importantes hausses du côté des logements unifamiliaux et multifamiliaux. Pour la première fois depuis 1989, le cap des 200 000 logements pour une seule année a été dépassé, les municipalités ayant autorisé la construction de 212 400 nouveaux logements en 2002.

#### La valeur totale des permis a diminué en décembre

En milliards de dollars



#### Note aux lecteurs

Les données mensuelles du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières. Les totaux annuels correspondent à la somme des données mensuelles non désaisonnalisées et sont provisoires.

L'Enquête mensuelle sur les permis de construction et de démolition vise 2 350 municipalités représentant 95 % de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le domaine de la construction. Les collectivités représentant l'autre 5 % de la population sont très petites, et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple, les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.

La valeur des permis de construction non résidentielle a régressé, passant à 16,8 milliards de dollars en 2002. Il s'agit d'une baisse de 4,1 % par rapport à 2001, la valeur inégale des intentions de construction institutionnelle ayant partiellement contrebalancé les replis considérables des composantes industrielle et commerciale.

À l'échelon régional, Toronto et Vancouver sont venues en tête quant à la croissance annuelle (en dollars). Les deux régions ont vu leurs intentions de construction dans le secteur résidentiel croître fortement. Parmi les 28 régions métropolitaines, 25 ont affiché une hausse par rapport à 2001.

En décembre, la valeur des permis de construction a chuté pour un deuxième mois consécutif, en baisse de 3,2 %, et s'est établie à 3,8 milliards de dollars. La valeur des permis de construction non résidentielle a chuté de 14,8 % et s'est établie à 1,4 milliard de dollars, en raison du repli des composantes commerciale et institutionnelle. Toutefois, la valeur des permis de construction résidentielle est demeurée élevée, affichant une hausse de 4,6 % (valeur totale de 2,5 milliards de dollars), grâce à la progression des composantes unifamiliale et multifamiliale.

#### Le secteur résidentiel affiche de nouveaux sommets

En 2002, la valeur des permis pour les logements unifamiliaux (qui représentent plus de 70 % du secteur résidentiel) s'est élevée à 20,9 milliards de dollars, soit 32,0 % de plus que la valeur atteinte en 2001. Cette hausse est attribuable à la forte demande de nouveaux

logements unifamiliaux et à la hausse des coûts de construction de ces nouveaux logements. Le nombre de ces nouveaux logements dont la construction a été autorisée a atteint 127 450, soit 29,0 % de plus qu'en 2001, tandis que le coût de construction estimé moyen a augmenté de 4,7 %.

La valeur des permis de construction de logements multifamiliaux a progressé de 32,3 % en 2002 et a atteint 8,1 milliards de dollars. Cette hausse provient de tous les types de logements multifamiliaux - les maisons jumelées (+8,3 %), les maisons en rangée (+39,0 %) et les appartements (+38,8 %).

Ces excellents résultats s'expliquent par la combinaison de plusieurs facteurs. Le plus fort taux de croissance annuel de l'emploi depuis 1987, les très faibles taux hypothécaires, la rareté des logements à vendre ou à louer et la hausse du revenu disponible ont tous contribué à créer des conditions exceptionnelles qui ont incité les consommateurs à se tourner vers le marché des maisons neuves.

Chaque province, territoire et région métropolitaine a affiché une croissance des intentions de construction résidentielle en 2002. Les provinces de l'Atlantique, le Québec, l'Ontario, l'Alberta et les Territoires du Nord-Ouest ont tous atteint de nouveaux sommets annuels quant à la valeur des permis résidentiels. De plus, 14 régions métropolitaines ont atteint de nouveaux sommets annuels dans le secteur résidentiel, ce qui indique que le boom du logement a touché tout le pays.

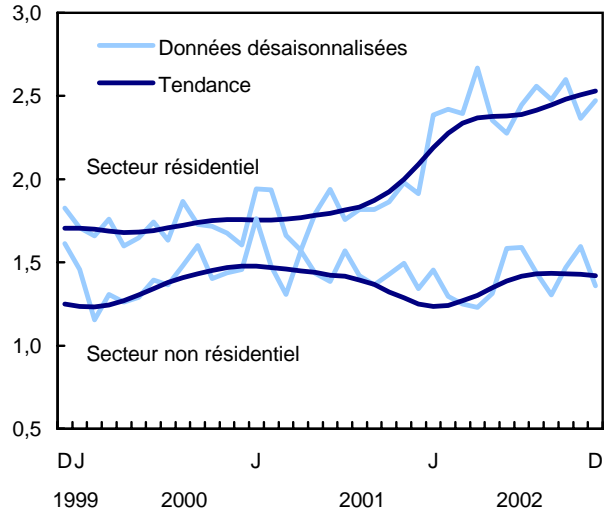
### Hausse de la valeur des permis de construction de logements unifamiliaux et multifamiliaux en décembre

La valeur des permis de construction de logements unifamiliaux s'est fixée à 1,8 milliard de dollars en décembre, soit 5,1 % de plus qu'en novembre. Il s'agit de la quatrième hausse mensuelle observée en cinq mois. Également en hausse, la valeur des permis de construction de logements multifamiliaux a crû de 3,1 % pour établir à 685 millions de dollars.

Parmi les provinces, les augmentations les plus prononcées (en dollars) dans le secteur résidentiel en décembre ont été enregistrées en Colombie-Britannique (+22,1 %) et en Alberta (+14,2 %). En Alberta, le total de 451 millions de dollars de décembre a été supérieur au sommet précédent de 427 millions de dollars atteint en juillet 2002. La plus forte baisse a été enregistrée au Québec (-10,3 %). Il s'agit d'un troisième repli consécutif.

### Les permis résidentiels et non résidentiels ont fluctué en sens inverse

En milliards de dollars



### La construction non résidentielle affiche ses deuxièmes résultats annuels les plus élevés en 13 ans

Malgré un repli de 4,1 %, le secteur non résidentiel a enregistré une valeur annuelle (16,8 milliards de dollars) qui n'a été dépassée qu'une seule fois au cours des 13 dernières années. La valeur inégalée atteinte par les intentions de construction institutionnelle a partiellement contrebalancé les replis considérables observés dans les composantes industrielle et commerciale.

La composante institutionnelle a été la seule composante à afficher une hausse dans le secteur non résidentiel en 2002. La valeur des permis de construction institutionnelle a atteint une valeur inégalée de 5,5 milliards de dollars, en hausse de 8,5 %, surtout grâce aux catégories des services sociaux et de l'éducation.

En Ontario, la double cohorte d'étudiants qui entameront leur première année à l'université ou au collège se reflète dans la hausse des intentions de construction institutionnelle de la province. De même, le Québec a atteint un sommet en 2002, en raison de la hausse des intentions de construction dans la catégorie de l'éducation.

Les intentions de construction commerciale ont chuté pour une seconde année consécutive en 2002, en baisse de 8,4 % par rapport à 2001 (valeur totale de 8,1 milliards de dollars). Ce repli est surtout attribuable à la diminution du nombre de projets dans la catégorie des immeubles à bureaux. Le

taux d'inoccupation des bureaux a été supérieur en 2002, tandis que le taux d'inoccupation des immeubles commerciaux a chuté dans de nombreux centres, les ventes au détail ayant connu une hausse. L'augmentation des intentions de construction observée en 2001 pour les immeubles à bureaux a peut-être fait stagner la demande de ce type de construction.

La valeur de la composante industrielle a régressé de 11,1 % pour s'établir à 3,2 milliards de dollars, soit son plus faible niveau depuis 1996. Un fort repli dans la catégorie des usines de fabrication est attribuable à cette baisse, en raison de la réduction du nombre de projets d'importance planifiés.

Parmi les 28 régions métropolitaines de recensement, 14 ont affiché une baisse annuelle de la valeur de leurs permis de construction non résidentielle. La plus forte baisse est survenue dans la région de Montréal, suivie de près par Toronto. Les deux régions ont connu un recul par rapport à 2001, surtout en raison du moins grand nombre d'intentions de construction dans la catégorie des immeubles à bureaux. La plus forte hausse a été enregistrée dans la région métropolitaine de St-Catharines-Niagara, là où la catégorie des restaurants et des hôtels a affiché une forte croissance.

Parmi les provinces, le Québec a affiché la plus forte baisse (-13,7 %, valeur totale de 3,4 milliards de dollars), les replis dans les composantes industrielle et commerciale ayant plus que surpassé la hausse dans la composante institutionnelle. Par contraste, la croissance la plus marquée en 2002 (en dollars) est survenue en Ontario (+8,3 %, valeur totale de 7,8 milliards de dollars), ce qui a permis à la province d'atteindre sa plus forte valeur annuelle depuis 1989.

### **Une forte baisse des intentions de construction commerciale touche le secteur non résidentiel en décembre**

Les plus faibles intentions de construction commerciale depuis janvier 1998 ont fait régresser fortement le secteur non résidentiel en décembre (-14,8 %, valeur totale de 1,4 milliard de dollars).

Après avoir connu un bon mois de novembre, la valeur des permis de construction commerciale a chuté de 22,8 % et s'est établie à 556 millions de dollars. Cette chute a été observée dans toutes les catégories

de construction, à l'exception des stations-service. La plus forte perte est survenue en Ontario (-45,3 %, valeur totale de 173 millions de dollars).

Après avoir connu deux augmentations mensuelles, la valeur des permis des projets de construction institutionnelle a chuté de 17,2 % pour s'établir à 508 millions de dollars, principalement en raison de baisses dans les catégories des services sociaux et des services médicaux. L'Ontario a accusé le plus net recul (-36,1 %, valeur totale de 241 millions de dollars), après avoir atteint un sommet en octobre et avoir affiché une valeur pratiquement inchangée en novembre.

Les intentions dans la composante industrielle ont augmenté de 12,8 % et se sont établies à 295 millions de dollars, ce qui reflète une forte hausse dans la catégorie des usines de fabrication. Cette progression provient surtout d'un vaste projet en Saskatchewan.

Parmi les provinces, des baisses dans les composantes commerciale et institutionnelle ont entraîné la plus forte baisse en Ontario en décembre dans le secteur non résidentiel (-31,6 %, valeur totale de 572 millions de dollars). À l'opposé, une importante hausse de la composante industrielle a aidé la Saskatchewan à enregistrer la plus forte hausse en décembre (+151,7 %, valeur totale de 72 millions de dollars).

**Données stockées dans CANSIM: tableaux 026-0001 à 026-0008, 026-0010 et 026-0015.**

**Information sur les méthodes et la qualité des données disponible dans la Base de métadonnées intégrée: numéro d'enquête 2802.**

Le numéro de décembre 2002 de *Permis de bâtir* (64-001-XIF, 14 \$ / 145 \$) paraîtra bientôt. Voir *Pour commander les produits*.

Le communiqué sur les permis de bâtir de janvier sera diffusé le 6 mars.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec Vere Clarke au (613) 951-6556 ou composez sans frais le 1 800 579-8533 ([clarver@statcan.ca](mailto:clarver@statcan.ca)). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Étienne Saint-Pierre au (613) 951-2025 ([saineti@statcan.ca](mailto:saineti@statcan.ca)), Division de l'investissement et du stock de capital.

□

**Valeur des permis de bâtir**

Régions métropolitaines de recensement	Novembre 2002 <sup>r</sup>	Décembre 2002 <sup>p</sup>	Novembre à décembre 2002	2001	2002	2001 à 2002
	données désaisonnalisées			données non désaisonnalisées		
	en millions de dollars		var. en %	en millions de dollars		var. en %
St. John's	19,3	21,4	10,7	182,0	247,7	36,1
Halifax	53,4	39,8	-25,5	317,0	469,2	48,0
Saint John	7,0	5,0	-28,6	80,1	98,1	22,5
Chicoutimi-Jonquière	12,2	9,2	-24,5	171,1	174,7	2,1
Québec	54,4	72,0	32,3	770,0	812,3	5,5
Sherbrooke	10,6	7,0	-33,8	164,6	182,4	10,8
Trois-Rivières	24,8	10,1	-59,2	118,8	169,8	43,0
Montréal	467,0	447,9	-4,1	4 218,1	4 614,5	9,4
Hull	34,1	30,3	-11,1	322,9	457,7	41,8
Ottawa	100,1	110,8	10,6	1 518,6	1 655,4	9,0
Kingston	32,4	8,8	-72,8	157,5	285,3	81,1
Oshawa	97,4	47,8	-50,9	609,1	786,5	29,1
Toronto	769,6	740,3	-3,8	8 233,9	9 222,2	12,0
Hamilton	83,2	66,1	-20,6	831,0	1 080,2	30,0
St. Catharines-Niagara	49,3	77,1	56,6	388,9	726,3	86,8
Kitchener	48,9	78,8	61,1	999,5	960,4	-3,9
London	83,0	52,1	-37,1	697,2	723,3	3,7
Windsor	93,6	29,8	-68,2	571,7	725,9	27,0
Sudbury	24,5	4,0	-83,7	123,4	178,9	45,0
Thunder Bay	10,2	26,6	159,8	107,6	186,1	73,0
Winnipeg	37,3	48,5	30,2	416,3	476,8	14,5
Regina	13,9	16,7	20,2	187,7	161,1	-14,2
Saskatoon	18,1	16,9	-6,6	282,5	287,4	1,7
Calgary	223,3	266,1	19,2	2 309,2	2 713,2	17,5
Edmonton	195,9	167,6	-14,4	1 461,7	1 798,9	23,1
Abbotsford	15,1	13,5	-10,1	188,5	184,9	-1,9
Vancouver	318,0	397,7	25,1	2 983,1	3 579,6	20,0
Victoria	38,7	27,5	-29,1	359,4	447,6	24,5

<sup>r</sup> Données révisées.

<sup>p</sup> Données provisoires.

Nota: Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Valeur des permis de bâtir

Provinces et territoires	Novembre 2002 <sup>r</sup>	Décembre 2002 <sup>p</sup>	Novembre à décembre 2002	2001	2002	2001 à 2002
				données désaisonnalisées		données non désaisonnalisées
	en millions de dollars		var. en %	en millions de dollars		var. en %
<b>Canada</b>	<b>3 960,0</b>	<b>3 831,9</b>	<b>-3,2</b>	<b>39 555,1</b>	<b>45 896,1</b>	<b>16,0</b>
Résidentiel	2 365,5	2 473,5	4,6	21 995,5	29 048,1	32,1
Non résidentiel	1 594,6	1 358,5	-14,8	17 559,6	16 848,0	-4,1
Terre-Neuve-et-Labrador	30,2	29,8	-1,3	298,3	381,4	27,8
Résidentiel	19,1	15,4	-19,7	185,6	241,1	29,9
Non résidentiel	11,1	14,4	30,6	112,7	140,2	24,4
Île-du-Prince-Édouard	11,4	9,3	-18,2	217,2	143,3	-34,0
Résidentiel	8,3	6,7	-20,1	64,3	96,3	49,9
Non résidentiel	3,0	2,6	-13,0	152,9	47,0	-69,2
Nouvelle-Écosse	82,2	70,5	-14,3	699,9	879,7	25,7
Résidentiel	67,5	53,5	-20,7	467,8	626,6	34,0
Non résidentiel	14,8	17,0	15,4	232,2	253,0	9,0
Nouveau-Brunswick	49,4	51,3	3,9	535,1	660,7	23,5
Résidentiel	28,7	37,2	29,8	284,4	370,4	30,2
Non résidentiel	20,8	14,1	-31,9	250,7	290,3	15,8
Québec	782,7	741,0	-5,3	7 571,1	8 618,7	13,8
Résidentiel	456,2	409,0	-10,3	3 647,1	5 231,8	43,5
Non résidentiel	326,5	332,0	1,7	3 924,0	3 386,9	-13,7
Ontario	1 831,4	1 591,4	-13,1	17 768,3	20 991,3	18,1
Résidentiel	994,5	1 019,0	2,5	10 543,1	13 168,9	24,9
Non résidentiel	836,9	572,4	-31,6	7 225,2	7 822,4	8,3
Manitoba	57,3	71,0	23,9	739,2	882,6	19,4
Résidentiel	35,2	36,8	4,7	340,7	443,2	30,1
Non résidentiel	22,1	34,2	54,6	398,5	439,4	10,3
Saskatchewan	47,2	97,0	105,7	703,3	711,5	1,2
Résidentiel	18,6	25,1	35,1	222,0	275,2	24,0
Non résidentiel	28,6	71,9	151,7	481,3	436,3	-9,3
Alberta	570,6	604,2	5,9	5 911,7	6 821,3	15,4
Résidentiel	394,6	450,7	14,2	3 351,3	4 606,5	37,5
Non résidentiel	176,0	153,6	-12,7	2 560,4	2 214,8	-13,5
Colombie-Britannique	491,9	558,8	13,6	4 954,8	5 653,5	14,1
Résidentiel	338,8	413,8	22,1	2 829,9	3 886,9	37,4
Non résidentiel	153,1	145,0	-5,3	2 124,9	1 766,6	-16,9
Yukon	2,3	3,5	55,2	49,8	31,3	-37,2
Résidentiel	1,7	2,8	68,3	16,1	22,0	36,5
Non résidentiel	0,6	0,7	16,1	33,6	9,2	-72,6
Territoires du Nord-Ouest	2,5	3,6	44,7	76,0	79,0	4,0
Résidentiel	2,1	3,1	48,0	27,7	55,7	100,8
Non résidentiel	0,4	0,6	29,0	48,2	23,3	-51,6
Nunavut	1,1	0,4	-62,0	30,4	41,9	37,7
Résidentiel	0,2	0,4	72,2	15,5	23,4	50,7
Non résidentiel	0,9	0,1	-93,6	14,9	18,5	24,2

<sup>r</sup> Données révisées.

<sup>p</sup> Données provisoires.

Nota: Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.



## AUTRES COMMUNIQUÉS

### Indice de l'offre d'emploi

Janvier 2003

L'indice de l'offre d'emploi (1996=100) a chuté pour un sixième mois consécutif pour atteindre 111,6, en baisse de 1,7 % comparativement au niveau observé en décembre.

Les plus importants replis ont été observés au Québec (-2,3 %), en Ontario (-1,6 %) et en Saskatchewan (-1,1 %). L'Île-du-Prince-Édouard (+1,5 %) et la Nouvelle Écosse (+1,0 %) ont été les seules provinces à avoir enregistré une hausse.

### Indice de l'offre d'emploi

(1996=100)

	Janv.	Déc.	Janv.	Déc.	Janv.
	2003	2002	2002	2002	2002
	données désaisonnalisées et lissées		var. en %		
<b>Canada</b>	<b>111,6</b>	<b>113,5</b>	<b>125,8</b>	<b>-1,7</b>	<b>-11,3</b>
Terre-Neuve-et- Labrador	146,6	147,2	183,5	-0,4	-20,1
Île-du-Prince-Édouard	176,5	173,9	195,1	1,5	-9,5
Nouvelle-Écosse	126,6	125,3	133,7	1,0	-5,3
Nouveau-Brunswick	153,6	155,2	157,6	-1,0	-2,5
Québec	108,3	110,8	120,6	-2,3	-10,2
Ontario	119,8	121,8	132,7	-1,6	-9,7
Manitoba	137,9	139,3	152,6	-1,0	-9,6
Saskatchewan	119,9	121,2	133,5	-1,1	-10,2
Alberta	122,4	123,3	139,6	-0,7	-12,3
Colombie-Britannique	85,5	86,3	96,1	-0,9	-11,0

**Nota:** L'Indice de l'offre d'emploi est basé sur le nombre d'annonces publiées dans 22 journaux de 20 régions métropolitaines. Il est considéré comme un indicateur de la demande de travail mesurant les intentions des employeurs d'embaucher de nouveaux travailleurs. L'indice est désaisonnalisé et lissé pour faciliter la comparaison mensuelle.

**Données stockées dans CANSIM: tableau 277-0002.**

**Information sur les méthodes et la qualité des données disponible dans la Base de métadonnées intégrée: numéro d'enquête 2606.**

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-4090 ou composez sans frais le 1 866 873-8788 ([travail@statcan.ca](mailto:travail@statcan.ca)). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Gilles

Groleau au (613) 951-4091 ou avec Jamie Brunet au (613) 951-6684, Division de la statistique du travail. ■

### Mariages

1999

En 1999, pour la première fois en trois ans, le nombre de couples qui se sont mariés s'est accru, mais le total est resté de loin inférieur au sommet le plus récent.

En tout, 155 742 couples se sont mariés en 1999, en hausse de 1,9 % par rapport à 1998. Depuis 1995, année où il a atteint 160 251, le nombre de mariages était à la baisse.

Le taux brut de nuptialité en 1999 n'a pas varié, s'étant établi à 5,1 pour 1 000 habitants. Il s'agit d'une valeur nettement inférieure à celle de 7,0 observée en 1988 et en 1989 en raison d'une augmentation soudaine du nombre de remariages à la suite de la modification de la *Loi sur le divorce*.

Toutes les provinces ont enregistré une hausse, sauf la Colombie-Britannique (-0,6%) et le Québec (-0,1 %), où le nombre de mariages a légèrement fléchi. Le nombre de mariages a aussi diminué dans les territoires. Les augmentations les plus importantes ont été observées à Terre-Neuve-et-Labrador (+7,9 %), en Nouvelle-Écosse (+6,8 %) et à l'Île-du-Prince-Édouard (+5,7 %). Dans les autres provinces, le taux de croissance a été de plus de 2 %.

En 1999, l'âge moyen des mariées était de 31,3 ans, en hausse de 2,5 ans comparativement à 1989 et de 5,5 ans comparativement à 1979. Les mariées dont il s'agissait du premier mariage étaient en moyenne plus jeunes, leur âge moyen étant de 27,8 ans en 1999. Pour les mariées divorcées antérieurement, l'âge moyen était de 40,5 ans et pour celles qui étaient veuves antérieurement, il était de 55,7 ans.

En 1999, l'âge moyen des mariés a augmenté de façon comparable, pour atteindre 33,8 ans, en hausse de 2,4 ans comparativement à 1989 et de 5,4 ans comparativement à 1979.

Les mariés dont il s'agissait du premier mariage étaient eux aussi plus jeunes en moyenne, l'âge moyen étant de 29,8 ans en 1999. Pour les mariés divorcés antérieurement, la moyenne était de 44,0 ans et pour ceux qui étaient veufs antérieurement, il était de 62,6 ans.

Depuis 1979, la proportion de mariées ayant divorcé antérieurement a augmenté considérablement. En 1999, elles représentaient 21,6 % de l'ensemble des

mariées, alors qu'elles n'en représentaient que 14,1 % deux décennies plus tôt.

Les mariées dont il s'agissait du premier mariage représentaient 75,6 % de l'ensemble des mariées en 1999. Il s'agit d'un chiffre à la baisse par rapport aux 82,5 % enregistrés deux décennies plus tôt. La proportion de mariées ayant été veuves antérieurement a diminué pour passer de 3,4 % à 2,8 %.

Pour les mariés, la tendance est comparable. De 1979 à 1999, la proportion de mariés ayant divorcé antérieurement a augmenté pour passer de 15,6 % à 22,1 %.

Les mariés prenant épouse pour la première fois représentaient 81,3 % de l'ensemble des mariés en 1979. Ils n'en représentaient plus que 75,1 % en 1999, année au cours de laquelle les mariés ayant été veufs antérieurement représentaient 2,8 % du total, en baisse par rapport aux 3,1 % observés deux décennies plus tôt.

L'augmentation de l'âge moyen des mariées durant la période de 20 ans observée est attribuable en grande partie à l'augmentation de l'âge au moment du mariage de celles qui se marient pour la première fois. Il en est de même pour les mariés.

## Mariages

	1998	1999	1998 à 1999 var. en %
	nombre		
<b>Canada</b>	<b>152 821</b>	<b>155 742</b>	<b>1,9</b>
Terre-Neuve-et- Labrador	3 150	3 400	7,9
Île-du-Prince-Édouard	882	932	5,7
Nouvelle-Écosse	5 134	5 481	6,8
Nouveau-Brunswick	4 063	4 147	2,1
Québec	22 940	22 910	-0,1
Ontario	64 533	66 110	2,4
Manitoba	6 437	6 627	3,0
Saskatchewan	5 740	5 919	3,1
Alberta	17 813	18 223	2,3
Colombie-Britannique	21 749	21 622	-0,6
Yukon	167	161	-3,6
Territoires du Nord-Ouest et Nunavut	213	210	-1,4
Territoires du Nord-Ouest	..	117	..
Nunavut	..	93	..

.. Nombres indisponibles.

**Information sur les méthodes et la qualité des données disponible dans la Base de métadonnées intégrée: numéro d'enquête 3232.**

La publication *Mariages, 1999* (84F0212XPB, 20 \$) sera disponible très bientôt. Pour commander ce produit ou des totalisations spéciales,

communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-1746 ([hd-ds@statcan.ca](mailto:hd-ds@statcan.ca)). Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Patricia Tully au (613) 951-1759 ([patricia.tully@statcan.ca](mailto:patricia.tully@statcan.ca)) ou avec Leslie Geran au (613) 951-5243 ([leslie.geran@statcan.ca](mailto:leslie.geran@statcan.ca)), Division de la statistique de la santé. ■

## Acier en formes primaires, données hebdomadaires

Semaine se terminant le 1<sup>er</sup> février 2003 (données provisoires)

La production d'acier en formes primaires pour la semaine se terminant le 1<sup>er</sup> février a atteint 324 491 tonnes métriques, en hausse de 5,9 % par rapport à la production de 306 519 tonnes de la semaine précédente et de 6,9 % comparativement à la production de 303 450 tonnes de la semaine correspondante en 2002.

Le total cumulatif au 1<sup>er</sup> février était de 1 370 097 tonnes, en hausse de 2,9 % comparativement aux 1 331 926 tonnes produites au cours de la même période en 2002.

**Information sur les méthodes et la qualité des données disponible dans la Base de métadonnées intégrée: numéro d'enquête 2131.**

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 ([manufact@statcan.ca](mailto:manufact@statcan.ca)), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

## Ciment

Décembre 2002

Les données de décembre sur le ciment sont maintenant disponibles.

**Données stockées dans CANSIM: tableau 303-0001.**

**Information sur les méthodes et la qualité des données disponible dans la Base de métadonnées intégrée: numéro d'enquête 2140.**

Le numéro de décembre 2002 de *Ciment*, vol. 54, n<sup>o</sup> 12 (44-001-XIB, 5 \$ / 47 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.



Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 (*manufact@statcan.ca*), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

## Statistiques relatives aux mouvements d'aéronefs: petits aéroports

Juillet 2002

En juillet, le nombre total de décollages et d'atterrissages aux 111 aéroports sans tour de contrôle s'est chiffré à 88 932. Les données ont fléchi de 3,5 % par rapport à juillet 2001, alors que les 112 aéroports avaient déclaré 92 205 décollages et atterrissages.

Le rapport mensuel de juillet 2002, volume 2 (TP141, gratuit) est maintenant accessible dans le site Web de Transports Canada (<http://www.tc.gc.ca/pol/FR/rapport/TP141f/tp141.htm>).

**Nota:** Le rapport mensuel TP141 est publié en deux volumes. Le volume 1 présente les statistiques pour

les principaux aéroports canadiens, soit ceux dotés de tours de contrôle pour la circulation aérienne ou de stations d'information de vol de Nav Canada. Le volume 2 présente les statistiques pour les petits aéroports, soit ceux sans tour de contrôle de la circulation aérienne. Au moment de la diffusion, les deux volumes sont accessibles gratuitement dans le site Web de Transports Canada.

Pour plus de renseignements concernant ce site Web, communiquez avec Michel Villeneuve au (613) 990-3825 (*villenm@tc.gc.ca*) ou avec Sheila Rajani au (613) 993-9822 (*rajanis@tc.gc.ca*), Transports Canada.

## Information sur les méthodes et la qualité des données disponible dans la Base de métadonnées intégrée: numéro d'enquête 2715.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Kathie Davidson au (613) 951-0141 (*aviationstatistics@statcan.ca*), Division des transports. Télécopieur: (613) 951-0010. ■

## NOUVEAUX PRODUITS

Ciment, décembre 2002, vol. 54, n° 12  
Numéro au catalogue: 44-001-XIB (5\$/47\$).

Information population active, pour la semaine se terminant le 18 janvier, 2003

Numéro au catalogue: 71-001-XIF (8\$/78\$).  
Paraît à 7 h le vendredi 7 février

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par: -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB, la version électronique sur disquette et -XCB, la version électronique sur CD-ROM.

### Pour commander les produits

#### Pour commander les produits par téléphone:

Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez: **1 800 267-6677**  
Pour les autres pays, composez: **1 613 951-7277**  
Pour envoyer votre commande par télécopieur: **1 877 287-4369**  
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte: **1 800 700-1033**

**Pour commander par la poste, écrivez à:** Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

**Pour commander par Internet:** écrivez à [order@statcan.ca](mailto:order@statcan.ca) ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada ([www.statcan.ca](http://www.statcan.ca)) sous les rubriques *Nos produits et services*, puis *Publications payantes* (\$).

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catalogue 11-001-XIF (11-010-150-0304403)

**Le Quotidien**  
Statistique Canada

Le jeudi 5 juin 1997  
Heure des ventes à 8 h-13 h

**PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS**

- **Transport urbain, 1996** 2  
Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué un voyage canadien de déplacement en utilisant les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5  
Alors que la croissance de l'économie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 a été considérablement ralentie.

**AUTRES COMMUNIQUÉS**

- Index de l'offre d'emploi, mai 1997 10
- Énergie sur les anticipations à court terme 10
- Aider en forme pendant, semaine se terminant le 31 mai 1997 11
- Production d'acier, avril 1997 11

**NOUVELLES PARUTIONS** 12

Statistique Canada / Statistic Canada

### Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10<sup>e</sup> étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à [listproc@statcan.ca](mailto:listproc@statcan.ca). Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez: subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2003. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.